

De la nécessité d'atterrir

Face à l'urgence, un nouveau régime climatique est en train de s'inventer. Mais les émotions que suscitent les inquiétudes sociales et environnementales peinent à s'incarner en politique. Et sans connaissance par les citoyens de leurs véritables intérêts, comment espérer une conduite politique cohérente ?

 BRUNO LATOUR

Les dernières élections européennes ont confirmé combien la question climatique, même quand on ne la mentionne pas directement, oriente toutes les positions. Nous entrons bien dans un nouveau régime climatique, au sens scientifique comme politique du terme. Les partis dits « de gouvernement » se sont effondrés, laissant face à face deux ensembles : l'un plus libéral et européen, l'autre clairement nationaliste et eurosceptique. Chacun pose, à sa façon, la question de l'espace dans lequel doit désormais se dérouler la politique et le type de peuple auquel il faut se référer. Mais, lors de ces mêmes élections, la montée des partis « verts » permet de montrer une troisième direction qui échappe en un sens au clivage habituel entre la gauche et la droite et qui pourtant définit clairement une différence entre progressistes et réactionnaires. Cette direction, que l'on peut appeler « l'attraction pour le terrestre », partage avec les deux précédentes l'angoissante question de savoir quels peuples habitent quels sols, mais la pose d'une façon entièrement différente.

Cette attraction pour le terrestre ne se réfère plus à des communautés imaginaires – le peuple, le globe, le marché, le bel autrefois – mais à un sol concret, un sol épaissi par le grand nombre d'êtres auxquels les sciences de l'écologie et du climat ne cessent de nous rendre attentifs. Au lieu d'une version abstraite et seulement horizontale d'un sol bordé par des lignes comme sur une carte, on a plutôt à faire à un sol vertical, qui limite (et délimite) tout autrement les ambitions humaines. Avec cette rematérialisation du sol vécu, l'enjeu n'est plus, comme jadis, d'organiser la production et d'en répartir les fruits au mieux, mais de reconnaître un doute profond sur ce que veut dire « produire des biens à partir de ressources ». Ce n'est pas seulement notre modèle de production qui est mis en cause, mais la notion même de production, ainsi que ses conséquences sur la justice sociale et sur la question des appartenances à la Terre.

Et ce tournant ouvre de nouvelles marges de manœuvre pour redonner vie à la politique, au moment même où tous les commentateurs

se plaignent de sa violence et de sa liquéfaction. Notre diagnostic est que cette vacuité et cette violence s'expliquent par ce que le nouveau régime climatique appelle une nécessaire *réorientation*. Celle-ci est ressentie par tous, de l'extrême droite à l'extrême gauche, sous des formes et avec des symptômes différents, mais sans qu'on puisse donner à ces émotions une expression publique et partagée. Les affects sont là mais non leur articulation politique. L'exemple récent des « gilets jaunes » ou celui du « grand débat » en sont la meilleure preuve : la montagne a accouché d'une souris, faute que l'on puisse

tirer de l'expression des frustrations et des opinions quelque chose comme une réorientation des programmes politiques.

Un territoire d'exploration

Comment rendre les nouveaux affects suscités par la situation climatique compatibles avec les diverses traditions politiques qui, jusque dans les années 1980, organisaient la compétition politique ? Les luttes, affaires et conflits que la société avait fait émerger et qu'elle avait articulés pendant une centaine



Bruno Latour
sociologue et philosophe.
Auteur de
*Où atterrir ?
Comment s'orienter
en politique*
(La Découverte, 2017).

© Manuel Braun

d'années, les partis se chargeaient de les synthétiser, de les résumer et de les dramatiser. Le socialisme, en particulier¹, avait su élaborer une politique autour des questions de lutte des classes et de leurs solutions, rattachant les enjeux de distribution et de justice sociale aux conditions matérielles de la production.

Comment reprendre aujourd'hui le même mouvement, mais à un niveau beaucoup plus difficile à cerner, en cherchant d'autres formes d'attachement au monde ? En effet, il ne s'agit plus seulement de justice sociale et de conditions de production, mais des injustices commises par la production, à partir d'un sol qui n'est plus imaginaire. Il y a bien toujours lutte : celle des classes géo-sociales. Et ces luttes ne se laisseront pas repérer sans un travail, mené par la société, d'exploration détaillée de ses conditions d'existence.

À notre sens, il n'y a pas de substitut possible à ce travail d'exploration. Espérer s'en passer serait comme imaginer expliquer les positions des divers partis socialistes à la fin du XX^e siècle en oubliant les cent ans de luttes militantes et de disputes publiques que la société a menées pour nourrir, charger, équiper les partis en énergie de transformation et en capacité de négociation. Si ces partis sont aujourd'hui amorphes, ce n'est pas parce que leurs appareils sont moins brillants ou habiles que leurs prédécesseurs, mais bien parce qu'il n'existe, pour redéfinir leurs alliances et leurs buts, encore rien d'équivalent à ce travail intellectuel et militant effectué par ces derniers à partir de leur base pendant cent ans. Un parti ne peut faire du pain qu'à la condition qu'il y ait eu du grain à moudre. Autrement dit, l'attraction vers le terrestre – que la faveur pour les partis verts aux dernières élections

indique mais ne garantit aucunement – ne se matérialisera durablement qu'en refaisant, pour la question de l'appartenance renouvelée à la terre, ce que des partis ont été capables de réaliser, aux XIX^e et XX^e siècles, pour la question de la production et de sa redistribution.

Mais, si le parallèle est éclairant, on ne saurait se dissimuler que les conditions sont toutes plus difficiles que celles du siècle précédent. Tout d'abord, il ne s'agit plus de redistribuer les acquis de la production, mais de modifier ce qu'on entend par production et d'en réorienter radicalement l'esprit ; les tâches d'une description des terrains de vie demandent d'être faites après cinquante ans d'un néolibéralisme si échevelé qu'il ne reste presque plus rien des anciennes solidarités qui permettaient malgré tout d'exprimer des intérêts communs ; la mondialisation a rendu presque illisibles des rapports de production que l'on pouvait encore suivre de proche en proche dans les phases industrielles du XX^e siècle ; chaque sujet, à y regarder de près, apparaît comme une controverse aux ramifications multiples, qu'on ne peut en aucun cas simplifier sans une cartographie détaillée de ses tenants et aboutissants.

Pour mettre les choses au pire, l'État, qui était encore relativement bien adapté aux périodes de reconstruction et de modernisation, et qui pouvait encore, il y a peu, accompagner la compréhension de la société par elle-même, se retrouve complètement décalé aujourd'hui pour cette tâche d'exploration du nouveau régime climatique. Et comment ignorer que la tâche de « démodernisation » progressive d'une civilisation industrielle entière est une entreprise sans précédent, pour laquelle nous n'avons pas de traditions politiques, ce qui nous prive des outils organisationnels, intellectuels, juridiques pour la saisir ? Enfin, et c'est sans doute le plus angoissant, la tension

¹ Cf. Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté*, La Découverte, à paraître.

Des gens sans attachement clairement défini ne savent plus à quels saints se vouer.

nouvelle, imposée à toute politique par les réactions imprévues du système terre aux actions humaines, prive les tâches d'exploration de ce dont elles ont le plus besoin : le temps. Pour autant, ces difficultés ne sauraient conduire à se résigner au désespoir ou à se lancer dans une fuite en avant. Rien ne peut remplacer le travail minutieux par lequel la société peut extraire de ces conditions matérielles réelles (et non pas imaginaires ou datées) les solidarités pratiques qui lui permettent de définir les lignes de conflit, et donc les enjeux et les alliances à venir. S'imaginer sauter cette étape d'enquête et de description, pour faire émerger, par un coup de baguette magique, un État ajusté à la tâche et des partis capables d'organiser la dispute publique de façon crédible, serait une dangereuse illusion. En politique, pas plus qu'en biologie, il n'existe de génération spontanée.

Savoir pourquoi l'on se bat

Par une coïncidence, heureuse en un sens, le Brexit nous offre une idée assez exacte de l'ampleur de la tâche à accomplir. S'il peut servir de modèle, c'est qu'il a forcé tout un peuple à passer d'une situation de départ, fondée sur une identité rêvée, à une situation d'arrivée, basée sur ses attachements. Commencée il y a trois ans autour de vagues idées d'appartenance à la communauté imaginaire de « l'empire britannique » (*Global Britain*), l'opération du Brexit se termine par une redéfinition incroyablement disputée des liens que les différentes portions des peuples britanniques entretiennent avec l'Europe, l'économie, le monde et leurs conditions de survie écologiques et économiques. Quelle

que soit l'issue de ce fiasco, la leçon à tirer est que toute discussion en termes d'identité ne dit rigoureusement rien des positions que les citoyens prendraient s'ils étaient sensibles à leurs attachements substantiels.

Nous nous trouvons ainsi de nouveau confrontés à la grande question socialiste : comment faire pour découvrir quels sont les intérêts de tel ou tel segment de la population à partir desquels définir clairement ses amis et ses ennemis ? Comprendre les intérêts de classes géo-sociales ne sera pas plus facile que de situer jadis les classes sociales dans « le système de production ». Et, là aussi, il faudra bien contourner la continuelle lamentation des militants et des politistes pour qui « les gens ne votent pas selon leurs intérêts ». C'est que, pour avoir des intérêts, encore faut-il avoir un monde que l'on puisse décrire avec assez de précision pour y discerner les adversaires et les alliés. Si l'on est dans le vague sur ces questions littéralement fondamentales, il est tout à fait inutile d'espérer des citoyens une conduite politique plus ou moins cohérente.

La violence et la vacuité que tout le monde se plaît à commenter n'ont pas d'autre cause que l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons tous de définir les conditions matérielles qui assurent notre subsistance. Sans doute les réseaux sociaux agitent-ils et amplifient-ils le chaos, mais la cause de celui-ci c'est que des gens sans attachement clairement défini ne savent plus à quels saints se vouer. Les fausses nouvelles, les rumeurs, les « *fake news* » proliféraient déjà autrefois. Mais elles avaient probablement moins d'effet durable sur des gens qui avaient les pieds posés sur le sol et qui savaient à peu près pourquoi ils se battaient. ☉

À quoi tenons-nous ?

Nul autre que le citoyen n'est en mesure d'explorer et de décrire ce à quoi il est réellement attaché. Et sans cette auto-description, point de compréhension réelle du territoire vécu.

 BRUNO LATOUR

Nous proposons de nommer « territoire » ou « terrain de vie » cette explicitation des conditions matérielles d'existence qu'appelle le nouveau régime climatique. Et la « description de ces territoires » est cette tâche d'exploration indispensable qui précède, à nos yeux, toute reprise de vie publique.

Le mot « territoire » ne renvoie pas ici à un espace administratif ou géographique : il est défini par la somme des appartenances et en opposition avec la communauté imaginaire recueillie dans la question de l'identité. « Dites-moi ce qui vous permet de subsister, ce que vous pouvez représenter, ce que vous êtes prêt à entretenir et à défendre, je vous dirai quel est votre territoire. »

Bien sûr, et nous en sommes conscients, les termes sol, terroir, terre, *heimat*... peuvent sembler inadéquats, voire dangereux. Tous, en effet, risquent de se trouver associés, d'une façon ou d'une autre, à des politiques « réactionnaires » et ils l'ont été au cours des siècles précédents. Mais, en même temps, la crise générale d'appartenance et l'atterrissage sur une « nouvelle terre » (en tout cas sur une terre nouvellement définie) exigent de se reposer la question des attachements et de revenir aux interrogations fondamentales de l'anthropologie politique : quel peuple, sur quel sol, dans quel but commun ? Le projet

est à la fois ambitieux et délicat : accepter d'interroger ces notions périlleuses, sinon toxiques, sans réduire aussitôt la question du territoire à l'identité ou aux frontières. Et c'est bien parce que la conduite d'une telle enquête est si délicate qu'elle ne peut reposer que sur une méthode originale, exigeant l'auto-description.

Ami ou ennemi ?

Parler d'auto-description, c'est souligner qu'il ne s'agit en aucun cas d'une étude des conditions matérielles des citoyens, conduite par des spécialistes. Certes, tout le travail d'enquête effectué par les sciences naturelles et sociales sur ces territoires devra être une ressource indispensable, mais seulement dans un deuxième temps, une fois aiguisé l'appétit de s'en nourrir. Le problème politique actuel ne tient pas au manque de connaissances, mais au manque de descriptions partagées, après cinquante ans de dépolitisation et d'individualisation. Cette dérive nous a rendus incapables de définir le sol sur lequel nous résidons et donc de déceler les amis avec qui nous sommes prêts à cohabiter aussi bien que les ennemis qu'il nous faut combattre.

Nous avons constaté, dans notre expérience, que le simple fait de poser la question des attachements redonne une attitude politique, une assise nouvelle, presque une fierté, à ceux à qui l'on s'adresse. Cet effet – que l'on pourrait dire thérapeutique, étant donné la désespérance dans laquelle se trouvent souvent les acteurs – se distingue radicalement du recueil d'opinions ou de l'expression des valeurs auxquelles sont supposés tenir les gens interrogés. Sonder les citoyens sur leurs valeurs

ou leurs opinions ne produit pas forcément grand-chose en termes de compréhension du territoire vécu et ne définit aucunement les lignes de conflits et de controverses permettant de retrouver des marges de manœuvre. Les centaines de milliers d'opinions recueillies pas le « grand débat » n'ont pas accouché de beaucoup de descriptions ayant aidé des citoyens à reprendre pied. Rien à voir, de ce point de vue, avec l'ampleur et l'importance des « cahiers de doléances » qui ont précédé la Révolution française en 1789 et qui ont permis au peuple français d'émerger de la description méticuleuse de ses conditions de vie.

Chaque fois que l'on engage l'attention vers l'auto-analyse des attachements au territoire plutôt que vers l'expression des identités, le paysage vécu, et donc la liberté d'action politique, changent presque instantanément. Sans ce soubassement – celui de territoire aussi bien que celui de l'enquête préalable –, rien ne rechargera la politique. Le temps presse, mais il est important de prendre le temps de cette refondation.

Cette compétence que l'État n'a pas

On objectera que ce n'est pas aux citoyens de s'emparer par eux-mêmes de cette question, mais plutôt à l'État. Malheureusement, alors que l'on a tendance à tout attendre de lui, il ne peut rien promettre, rien assurer, rien diriger, rien synthétiser pour le moment, avant que ce travail d'auto-description n'ait été mené à bien et avant que la société, ayant pris de nouveau conscience de ses propres conditions d'existence, soit parvenue à « recharger » les institutions qui la représentent. Or, pour l'instant, le divorce est total, d'où l'exaspération générale et le sentiment de plus en plus exacerbé d'une « crise de la re-

présentation ». Cette crise n'est rien d'autre que l'absence, comme soubassement de toute politique, de la conscience du monde dont on tire sa subsistance. Dès lors, ne rien attendre de l'État dans la période de re-description : ce n'est que le commencement de la sagesse. Mais, justement, quand les citoyens sont isolés, quand les tenants et les aboutissants de leurs propres actions leur échappent, quand les brusques changements d'échelle viennent perturber toutes les liaisons entre local et global, il convient de commencer par le bas, par le B. A. BA. Et, en effet, contre toute évidence, accepter de retisser les liens entre les terrains de vie, lieu par lieu, et presque individu par individu, afin de réengendrer de proche en proche des connexions entre territoires.

Comme l'ont confirmé les cahiers de doléances de 1789, la refondation d'une société qui prend conscience d'elle-même et qui prend donc pied sur son propre fondement pratique ne se fait que de proche en proche. Ensuite seulement, une fois que les liaisons ont été senties, visualisées, explicitées, le futur maillage territorial redevient possible. N'est-il pas tout à fait réaliste de partir de ces procédures alternatives, dans une France qui bouillonne en tous points d'initiatives qui ne « tiennent pas dans les cadres reçus » ? De l'expérience des « zones à défendre » (Zads) aux efforts multiformes des « villes en transition », jusqu'aux « créations partagées » du centre culturel de la Mégisserie à Saint-Junien ou des « entretiens de Bibracte », on peut dire que la France entière, d'une certaine façon, cherche à se relocaliser – ce qui ne veut pas dire se limiter au local. ☉

Ce texte est extrait du consortium « Où atterrir ? », qui regroupe des artistes, des chercheurs, des architectes autour des méthodes d'auto-description des territoires, janvier 2019.